

Je demande instamment à tous les députés de manifester leur appui en portant leur ruban la semaine prochaine.

* * *

CHATHAM, EN ONTARIO

M. Rex Crawford (Kent): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui à la Chambre pour faire l'éloge de la ville de Chatham, en Ontario, qui a pris en main son avenir économique.

Un groupe de travail sur l'économie locale a été établi sous la direction habile de M. William Case. Cette ville n'a pas l'intention de subir la récession sans réagir.

Les industries automobile et agricole de Chatham ont été durement frappées par cette récession créée au Canada. Beaucoup de manufactures ont été fermées et des emplois ont été perdus pour toujours.

Le groupe travaillera en collaboration avec le monde des affaires et les syndicats de la région, ainsi qu'avec la commission sur les questions économiques et le développement de la ville, pour faire des prévisions afin d'aider la municipalité à rester concurrentielle, maintenant et dans le futur.

Au cours des semaines à venir, le comité consultera la population locale en vue de la production d'un plan d'action. Il prendra la relève du gouvernement fédéral, qui délaisse ses obligations.

Je soutiens pleinement les efforts de la ville de Chatham, qui prépare son avenir avec confiance. Retrouvons nos manches et mettons-nous à l'ouvrage pour améliorer le sort de tous.

* * *

LA CONSTRUCTION NAVALE

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, l'industrie canadienne de la construction navale a été anéantie par les conditions économiques récentes et elle traverse sa crise la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il faut maintenant que nous créions un climat propice aux investissements qui nous permette de conquérir une plus grande part des marchés canadiens et mondiaux dans le secteur des navires spécialisés. Nous devons nous efforcer de satisfaire davantage nos besoins nationaux en navires destinés à la défense, au commerce côtier, aux patrouilles de recherche et de sauvetage et à la pêche hauturière.

Est-ce que je citais un syndicat, une société de construction navale ou le NPD? Non, je citais le Parti conservateur du Canada qui a dit: «Une priorité absolue du

Article 31 du Règlement

gouvernement progressiste conservateur sera de créer une industrie de la construction navale plus viable et prospère.» C'est ce qu'ils ont promis pendant leur campagne de 1984, et que s'est-il passé depuis? Le gouvernement a fermé les chantiers navals les uns après les autres, dans tout le pays. Il n'a rien fait pour permettre la survie de cette industrie.

D'autres pays maritimes dans le monde entier viennent en aide, que ce soit par un financement ou par des subventions, au secteur privé pour lui permettre d'avoir les moyens d'acheter des navires construits dans leur propre pays.

Je demande au gouvernement de voir ce qui se passe dans le monde et de reconnaître qu'il doit aussi apporter son aide.

* * *

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA—ÉTATS-UNIS

M. Ken James (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Madame la Présidente, alors que nous entrons dans le quatrième trimestre de 1991, l'économie canadienne montre qu'elle est en train de sortir de la récession. On peut, en partie, attribuer cette relance à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Malgré la valeur élevée du dollar canadien, les sociétés profitent de la réduction des droits de douane aux termes de cet accord pour s'installer sur le marché américain lucratif.

Dans ma seule circonscription de Sarnia—Lambton, de nombreuses sociétés se tournent vers les États-Unis pour étendre leurs marchés et augmenter leurs recettes.

Il y a quelques années, la branche de Sarnia de Esso Chimie vendait aux États-Unis 15 à 20 p. 100 de sa production de polyéthylène. Cette année, on rapporte que les ventes sont passées à 40 p. 100.

En 1989, Shell Canada n'exportait pas de polypropylène aux États-Unis; en 1991, 10 à 15 p. 100 de cette production est maintenant vendue sur le marché américain.

Cette augmentation des ventes sur le marché américain est également en partie la raison d'un récent agrandissement de 12 millions de dollars opéré par Esso Chimie.

Comme le montrent ces exemples, cette ouverture du marché américain aux sociétés canadiennes augmente notre compétitivité. . .

Mme le vice-président: Votre temps de parole est expiré. La parole est au député de Hillsborough.